

Y-a-t-il un contrôle du Parlement européen sur la position de la Commission européenne vis-à-vis de la Grèce, voire un soutien à travers le vote de résolutions, qui vous seraient favorables ?

On n'en est pas encore là ! Déjà, pour le vote d'une résolution, avec l'actuelle majorité politique de l'Union, dominée par la droite, ce n'est pas possible. Mais on joue sur toutes ces contradictions. On essaie aussi d'élargir le front de résistance au niveau international, en organisant par exemple la visite du vice-Premier ministre en Chine...

Pour revenir au Parlement européen, exerce-t-il un contrôle sur ces négociations ?

Oui et non... Ce n'est pas facile, avec tout ce qui se passe actuellement, comme l'urgence face au drame des migrants en Méditerranée. Outre la Gauche unitaire européenne (GUE) (2), les Verts voulaient la tenue d'un débat sur la situation générale en Grèce, mais cela a été rejeté par les autres groupes. Toutefois, il y a d'autres lieux où l'on peut faire avancer les choses : divers rapports sont en discussion au sujet d'enjeux qui concernent directement la Grèce.

Et si les négociations en cours ne débouchent pas sur un accord, quelle alternative envisagez-vous ?

Il est trop tôt pour se lancer dans de telles spéculations. Si un tel blocage devait arriver, nous aviserons. Cependant, contrairement à ce qu'on dit parfois, en cas d'échec définitif des négociations, nous avons évidemment plusieurs scénarios alternatifs : demander à la population de se prononcer par référendum, aller aux élections... Mais on ne va pas annoncer à l'avance ce qu'on pourrait faire : quand on joue une partie de poker, on ne montre pas toutes ses cartes ! Tout change en Grèce. Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. Si le gouvernement échoue, le risque, c'est que ce soit la porte ouverte à Aube dorée (NDLR : le parti néo-nazi qui a remporté 7 % lors des dernières élections). Cela aussi c'est, paradoxalement, une carte qui joue en notre faveur. Je ne pense pas que les dirigeants européens préfèrent un tel scénario, ni qu'ils soient prêts à en prendre le risque.

L'Union européenne a-t-elle peur des conséquences potentielles de

vosre mise en échec ?

C'est clair : si la Grèce faisait défaut, ce serait une catastrophe pour toute l'Europe. C'est pour cela qu'ils n'osent plus exercer une pression aussi extrême contre nous. On n'en est plus au temps, pas si lointain, où la version allemande du *Financial Times* faisait sa Une en grec avec, en couverture, « Ne votez pas pour des forces irresponsables ! », c'est-à-dire pour Syriza. Ils n'osent plus faire ce genre de choses. Bien sûr, les médias restent haineux à notre égard : nous y sommes habitués... Les journaux et les télévisions privées sont aux mains des magnats de la finance, qui ne sont pas nos amis, et le sont encore moins depuis les mesures que nous avons annoncées.

Vous pouvez nous croire : le changement est en marche en Grèce. Et nous appelons les peuples à se soulever contre les politiques d'austérité, partout en Europe. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

(2) GUE : Groupe politique du Parlement européen regroupant des partis de gauche, de tendance socialiste, antilibérale, anticapitaliste, écosocialiste, communiste ou post-communiste : Die Linke, Front de Gauche, Syriza, Podemos...

« IL FAUT CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE »

Pour Panagotis Sotiris (Antarsia), la gauche au pouvoir en Grèce bute sur son refus de penser une stratégie de rupture vis-à-vis de l'Union européenne.

Propos recueillis par Denis Desbonnet (CSCE)

Professeur de philosophie politique et sociale à l'Université d'Égée à Mytilène, Panagiotis Sotiris est également un des dirigeants d'Antarsia (Coopération Anticapitaliste de Gauche pour le Renversement), un front d'organisations de gauche radicale, extérieur à Syriza. Cette coalition a recueilli moins de 40.000 votes lors des dernières élections de 2015. Même si son organisation est margi-

nale en termes électoraux, son engagement social et son indépendance vis-à-vis de Syriza permettent à Sotiris de porter un regard de gauche critique sur les premiers mois d'action du gouvernement Tsipras : « Je ne suis pas sûr du tout que le groupe dirigeant de Syriza soit prêt à la rupture nécessaire. Bien sûr, je le souhaite, mais je suis sceptique. »

Rencontre.



⇒ anticapitaliste, écosocialiste, communiste ou post-communiste : Die Linke, Front de Gauche, Syriza, Podemos, etc.

Le programme de Thessalonique

Le programme électoral de Syriza a été dévoilé le 13 septembre 2014 dans un discours d'Alexis Tsipras prononcé à l'occasion de l'Exposition internationale de Thessalonique (1). Il part du constat suivant : « *Le néolibéralisme a échoué. Le réalisme impose le choix du progrès pour sortir de la crise. Celui de la solidarité et de la justice sociale et non pas celui de l'exténuation.* ». Le leader de Syriza a indiqué que son élection constituerait « *un mandat de négociation qui vise à l'effacement de la plus grande partie de la dette nominale pour assurer sa viabilité* ». Il s'est engagé à « *remplacer dès les premiers jours du nouveau gouvernement – et indépendamment des résultats attendus de notre négociation (NDLR : européenne sur la dette) le mémorandum par un Plan National de Reconstruction* ». Ce plan comprend :

1. Des mesures pour remédier à la crise humanitaire (énergie gratuite pour les ménages sous le seuil de pauvreté, subventions alimentaires pour 300.000 familles, soins médicaux gratuits pour tous, relèvement progressif des petites retraites, réduction des prix des transports publics...);
2. Des mesures pour la relance de l'économie (échelonnement du remboursement des dettes vis-à-vis de l'Etat et des créanciers privés, plafonnement des remboursements en fonction des moyens du débiteur, abrogation de la nouvelle taxe foncière, restauration d'un seuil de non-imposition à 12.000 euros par an, création d'une taxe sur la grande propriété, restauration du salaire minimum à 751 euros par mois...);
3. Un plan national de lutte contre le chômage et d'amélioration de la situation du marché du travail (restauration du droit du travail et des conventions collectives, création immédiate de 300.000 emplois publics et privés, élargissement des catégories bénéficiaires de l'assurance chômage...);
4. Le rétablissement institutionnel et démocratique du système politique

⇒ **Ensemble ! : Quelle analyse faites-vous de la victoire spectaculaire de Syriza et de l'avènement du gouvernement Tsipras ?**

Panagotis Sotiris : Avant 2012, les scores électoraux de Syriza tournaient autour de 5 à 6 %, pas davantage. La victoire électorale de 2012 s'explique par les terribles bouleversements que la société grecque a subis : une crise sociale sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale, une détérioration catastrophique des salaires, des droits sociaux, etc.

Enfin, en réaction, il y a eu un mouvement de protestation populaire d'une ampleur inédite, avec une séquence de luttes d'une intensité exceptionnelle, entre 2010 et 2012. Ce qui a créé les conditions d'une nouvelle alliance dans la gauche populaire. Ce contexte a forgé une identité commune au sein des couches populaires inférieures – y compris les petits commerçants, les classes moyennes, qui ont été frappées de plein fouet.

Cela a produit une unité très originale dans la lutte, principalement dans le mouvement d'occupation des places, en 2011. Ce qui est nouveau dans ce mouvement, c'est la rencontre sur le terrain, dans la rue, du mouvement ouvrier traditionnel syndical et de gens nouveaux, radicalisés par la crise, et actifs pour la première fois de leur vie. Un prolétariat inorganisé, une bonne part de la jeunesse, toutes sortes d'acteurs différents. En outre, il y a eu des dizaines de grèves générales, des initiatives de solidarité dans les quartiers, un grand mouvement de désobéissance contre certaines taxes particu-

d'austérité. Ces gouvernements appliquaient aveuglément les diktats de l'Union européenne, du FMI et de la Banque mondiale, de manière totalement anti-démocratique, sans faire aucune concession devant la révolte populaire. Cette impasse, cette évolution « post-démocratique » qui ne respectait même plus le cadre élémentaire de la démocratie parlementaire « classique », a mis en lumière la nécessité d'une rupture politique. Cette combinaison de facteurs a permis l'explosion électorale de Syriza en 2012. Et cela, parce que c'était la seule force politique de gauche, déclarée et crédible candidate au pouvoir, le Pasok étant complètement discrédité sur ce plan. Il faut reconnaître que Syriza a été capable de répondre à cet enjeu central, en apparaissant comme l'incarnation de cette alternative tant souhaitée.

Le problème, c'est que, dès que cette perspective d'une arrivée au pouvoir est devenue tangible, à partir de 2012, Syriza a commencé à se comporter comme « un gouvernement en attente », en se déplaçant vers des positions de plus en plus droitières et soi-disant « réalistes ». Parallèlement, cette quasi-certitude de la victoire toute proche, s'ajoutant à l'épuisement du mouvement social, après ces mois de combat infructueux, a mené à une baisse sensible de la mobilisation populaire. Certes, il y a encore eu des luttes importantes et emblématiques : celle des travailleurs de l'ERT, ou des fonctionnaires virés des services publics. Mais le reflux était bien là.

Cet infléchissement au sein de Syriza s'est encore accentué avec son nou-

« Ce qui se déroule actuellement, ce n'est pas une négociation, c'est une extorsion ! »

lièrement injustes. Bref, une extraordinaire mobilisation sociale, sur fond de crise majeure. Ce qui bien sûr a provoqué des ruptures politiques, et l'ouverture de potentialités inconnues jusque-là. A un point tel que la question du pouvoir gouvernemental s'est clairement posée. Car, dans les années 2010 à 2012, le mouvement social a vraiment fait tout ce qui était humainement possible, en terme de pression sur les gouvernements

veau succès électoral en 2015, et avant cela, l'adoption du « programme de Thessalonique », en 2014. Un programme de « sauvetage social », très modeste en fait, et déjà bien moins radical. Mais notre critique principale ne porte pas là-dessus. Le plus grave, c'est que même ce programme modéré, tout à fait compatible avec le « devoir fiscal » et une certaine poursuite de l'austérité, a été abandonné par Syriza, pour se conformer aux

exigences de l'Union européenne et du FMI. A chaque épisode des négociations en cours avec les « Institutions » - en clair, l'ancienne Troïka à peine reliftée – on a bien vu que ce programme ne pourra être mis en pratique. D'ailleurs, le gouvernement grec lui-même ne s'en cache plus.

Ce qui se déroule actuellement, ce n'est pas une négociation, c'est une extorsion. Autrement dit, la continuation de l'austérité, et l'application totale du programme néo-libéral. Du point de vue de la Commission européenne, de la BCE et du FMI, l'agenda est clair. C'est encore et toujours la même injonction : l'application de mesures antisociales inhumaines. Ce qu'ils exigent, c'est une capitulation pure et simple, la négation absolue du programme de Thessalonique. Y compris dans ses aspects les plus élémentaires, d'urgence humanitaire ! Or, face à cette intransigeance barbare, le gouvernement Tsipras a déjà fait des concessions très nettes.

Ce qu'il faut saisir, c'est que l'accord signé avec les institutions ne vise pas d'abord à garantir le paiement de la dette, ni à assurer une « prudence fiscale ». Le but premier est de réaffirmer le droit absolu de l'Union européenne à dicter la politique économique et fiscale de tout Etat membre, pas seulement de la Grèce – même si celle-ci est clairement devenue le terrain d'expérimentation de cette « gouvernance européenne ». En d'autres termes, ils veulent imposer une « surveillance disciplinaire », implacable et non négociable. Ce n'est qu'à ce prix qu'ils sont prêts à prêter leurs fonds.

Il ne s'agit donc pas de simples « mesures budgétaires ». Ce qui est exigé, c'est la mise en oeuvre de réformes de fond, structurelles, calquées sur le « modèle » néo-libéral. Une offensive généralisée contre toute forme d'Etat social : dans les relations de travail, le régime des pensions, le système de santé, l'enseignement, la justice... Et, bien sûr, un programme systématique de privatisations. Une mise sous tutelle permanente qui implique le renoncement à toute souveraineté au niveau national, celle-ci étant désormais réservée à la seule Union européenne. Laquelle exige donc d'avoir le dernier mot sur chaque mesure proposée par le gouvernement grec.

« Pour un gouvernement de gauche, appliquer l'austérité, qui plus est sur ordre de l'Europe, c'est le pire des scénarios. »

Ce qui nous ramène au débat sur la sortie ou le maintien dans l'Union européenne, et d'abord dans la zone euro...

En effet. On bute sur la conception dominante, même à gauche, qui affirme qu'« on ne peut pas sortir de l'Union européenne ». Fondamentalement, la question n'est pas de savoir si les réformes proposées par le gouvernement Tsipras sont « maximalistes » ou « minimalistes ». Mais bien de savoir s'il est possible de me-



Pour Panagiotis Sotiris, l'un des dirigeants d'Antarsia, le gouvernement grec doit rompre plus radicalement avec l'Union.

ner ne fût-ce qu'une politique réformiste, « radicale » ou non, dans le cadre de cette Union telle qu'elle a été conçue. Ce refus à gauche de penser toute stratégie de rupture vis-à-vis de cette Europe-là : voilà le problème ! La réponse à la question, on l'a déjà, sous nos yeux. L'Union ne tolère aucune dérogation à ses règles, n'est prête à aucune concession. Ce que je dis là, ce ne sont pas des spéculations : c'est la réalité brutale, telle qu'on peut la constater, jour après jour. Dans les discussions actuelles, le gouvernement Tsipras est impuissant, contrairement à ce qu'il prétend. Il est incapable d'exercer la moindre pression sur l'Union, c'est même tout le contraire !

Hélas, certains camarades de la gauche radicale ont, depuis des années, mené une vraie diabolisation de la sortie de l'euro, et de l'Europe. C'est ahurissant. On voit des économistes qui se disent marxistes présenter cette perspective comme une catastrophe, voire l'apocalypse... Mais enfin, la fin de l'euro, ce n'est pas la fin de l'Histoire, ni la fin du monde ! Et, en tout cas, quelles que soient les réelles difficultés que cela entraînera inévitablement, ce sera toujours préférable à l'impasse actuelle. Quand on voit ce que l'appartenance à l'Union européenne et à la zone euro a produit comme effets désastreux depuis vingt ans... Et, aujourd'hui, le carcan qu'elle représente, interdisant toute autre politique que l'austérité la plus brutale.

La position du gouvernement grec se place dans des contradictions insurmontables. Je pense que le calcul de Tsipras est de gagner du temps, de faire durer le plus possible la négociation. Pour que celle-ci s'enlise sans aboutir à un grand accord. C'est peut-être aussi l'espoir secret de l'Union européenne : un processus sans fin, ponctué de « crises » artificielles, histoire de maintenir une pression continue sur la Grèce.

Bien sûr, Tsipras assure qu'il n'acceptera pas de franchir certaines « lignes rouges ». Mais c'est illusoire, tant la pression est énorme. J'ignore ce qui prévaudra, entre cette conclusion d'un grand accord ou un processus plus lent. De toute façon, cela ne changera pas la tendance générale : ce qui est recherché, c'est la capitulation pure et simple du gouvernement grec, en juin ou au plus tard à l'automne prochain. Et je ne suis pas sûr du tout que le groupe dirigeant de Syriza soit prêt à la rupture nécessaire. Bien sûr, je le souhaite, mais je suis sceptique.

Quel est le sentiment populaire face à l'évolution des négociations et de la politique gouvernementale ?

Aujourd'hui, Syriza jouit d'un relatif état de grâce. Il n'est pas obligé de payer le prix électoral et politique de ses choix : malgré ses reculs, il continue à jouir d'une grande popularité. ↗

⇒ (décentralisation de l'Etat, renforcement du rôle du parlement et de la participation citoyenne, recréation d'une télévision publique...).

(1) <http://syriza-fr.org/2014/10/03/discours-de-alexis-tsipras-a-lexposition-de-thessalonique/>

Réalisations du Gouvernement Tsipras quatre mois après son élection :

- ▷ loi d'aide humanitaire pour les plus pauvres (fourniture gratuite d'électricité, aide au logement, aide alimentaire) ;
- ▷ fermeture des camps de rétention pour les immigrés et libération des détenus ;
- ▷ fermeture des prisons de haute sécurité ;
- ▷ création d'une commission d'audit de la dette ;
- ▷ échelonnement des mensualités pour les citoyens ayant des dettes envers l'Etat ;
- ▷ création d'un ministère de lutte contre l'évasion fiscale, qui a déjà permis l'arrestation sur base de la « liste Lagarde » d'un des principaux oligarques ;
- ▷ lancement de la réouverture de la télévision publique ERT ;
- ▷ dépôt au Parlement d'une série de projets de lois issus du programme de Thessalonique : interdiction de la vente aux enchères des domiciles de particuliers, naturalisation des immigrés de la deuxième génération, révocation des licenciements de fonctionnaires depuis 2010 et premiers réengagements.

D'autres mesures ont été annoncées, mais leur mise en œuvre a été remise à plus tard : restauration des conventions collectives, rétablissement du salaire minimum à 740 euros (montant d'avant le *Memorandum*). A propos des privatisations, le gouvernement grec a abandonné l'idée de revenir sur les privatisations déjà réalisées ou en cours (port du Pirée, PMU, ...) mais il semble refuser d'en initier de nouvelles.

⇒ Deux éléments jouent pour lui. D'une part, il n'a pas de véritable opposition, et ce même si les médias, le Pasok et la Nouvelle Démocratie mènent une campagne hystérique contre Syriza. Ces partis se sont ridiculisés et souffrent d'un total discrédit.

D'autre part, il y a le contexte social. Après cinq ans d'agressions sans précédent en Europe, la population consacre une bonne part de son énergie à sa survie. Ces expédients lui permettent de sortir un peu la tête de l'eau. Donc, la situation est toujours

critiques contre le gouvernement. Et l'émergence d'un débat sur la nécessité de traduire ce front de résistance en force militante, organisée, sans doute minoritaire, mais quand même influente.

Quelle alternative préconisez-vous pour renverser la politique que vous jugez trop « conciliante » de Syriza et du gouvernement ?

Tout d'abord, pour la dette publique grecque, il faut donc être prêt à « faire défaut », en s'appuyant sur les

« L'Union européenne veut imposer son droit absolu à dicter la politique économique et fiscale de tout Etat membre, pas seulement de la Grèce. »

très pénible, mais elle n'est plus aussi critique qu'il y a un ou deux ans. De ce fait, une partie de l'électorat de Syriza a intégré une mentalité fataliste, du type : « *Même s'il ne fait pas grand chose, mieux vaut ce gouvernement que le précédent, qui nous attaquait sans arrêt.* » Le simple fait de ne pas s'attendre chaque jour à une nouvelle baisse des salaires ou à de nouvelles taxes, c'est « déjà mieux ».

Si l'on poursuit dans la même voie, nous concéderons fatalement de plus en plus de mesures antisociales. Ce qui serait une catastrophe bien plus grande que celle provoquée par *Samaras & C°*. Car, pour un gouvernement de gauche, accepter de mener une politique d'austérité, c'est vraiment ce qui peut arriver de pire. Pour lui, et pour sa population ! Si ce scénario pessimiste devait se confirmer en Grèce, cela entraînerait une terrible démoralisation des couches populaires, et la possibilité d'une contre-attaque des forces du système, qui se préparent déjà à une telle confrontation. Sans parler d'Aube dorée, qui est un peu sur la touche, mais pas mort, et toujours crédité de scores importants, jusqu'aujourd'hui de 7 %, malgré le procès pour meurtres de ses dirigeants.

Cela dit, il faut aussi souligner qu'il y a un certain décalage entre les gens organisés, les militants, les étudiants, les syndicalistes et le public plus large. Dans les milieux mobilisés, il y a déjà des réactions à ces reculs, des

conclusions de l'audit. Pour l'autre grande question « tabou », celle de la sortie de l'euro (et, au-delà, de l'Union européenne), fondamentalement, ce n'est pas une question « technique », monétaire, mais bien *politique*. Le fond du problème, c'est que toute la construction européenne est orientée vers un seul but, l'austérité, cette logique néo-libérale. L'Europe des 28, c'est l'austérité.

Enfin, on a besoin d'un programme de nationalisations. Nous avons subi une terrible vague de privatisations, il faut la renverser. En commençant par le secteur bancaire, dont dépend tout le reste. Celui-ci ne doit sa survie qu'au sauvetage par l'Etat, avec l'argent public, c'est-à-dire notre argent, à coups de milliards... Cela justifie son étatisation et son utilisation pour le refinancement de l'économie nationale, à travers des projets vraiment utiles à la population.

Cette réforme à la fois radicale, urgente et concrète, vu la spécificité de la conjoncture grecque, permettra de réduire considérablement l'endettement du pays. A plus long terme, il faudra évidemment prendre une série d'autres mesures, autour de ce que nous appelons « la reconstruction productive ». Un nouveau modèle de développement, basé sur l'autogestion et le contrôle ouvrier, inspiré d'expériences historiques positives bien connues. Cette alternative est, non seulement possible, mais plus nécessaire que jamais. □